



24 SEPTEMBRE 2020

Baromètre Bpifrance Le Lab et Rexecode : « Trésorerie, Investissement et Croissance des PME/TPE » au troisième trimestre 2020 et focus d'actualité sur l'impact de la crise de la Covid-19.

Des dirigeants de TPE et PME plus optimistes au second semestre et qui attendent un retour à la normale plus rapide de leur activité

Les dirigeants des TPE et PME apparaissent plus optimistes début septembre 2020 que lorsqu'ils ont été interrogés en avril, et même que lors de l'enquête semestrielle réalisée par Bpifrance Le Lab en juin dernier. Ils attestent ainsi d'un rebond d'activité après le choc du confinement. Les dirigeants de PME/TPE jugent plus favorablement la situation de leur trésorerie qu'il y a 3 mois. Le recul de leur chiffre d'affaires en 2020 serait d'au moins 10 % pour 68 % d'entre eux mais ils sont plus nombreux qu'en avril à anticiper un retour rapide de leur activité à la normale (49% contre 35% fin avril).

Les projets d'embauches et d'investissement ont été révisés à la baisse au regard de l'impact de la crise. Cette révision semble toutefois moins prononcée que celle envisagée en avril. 58 % des entreprises ont maintenu leurs projets d'embauche (31% seulement l'envisageait il y a 3 mois), 13 % les ont annulés et 29 % les ont reportés. Les proportions sont respectivement de 45, 17 et 38 % en ce qui concerne les projets d'investissement (contre 27% de maintien envisagé il y a 3 mois).

Les dirigeants de PME/TPE jugent favorablement leurs conditions d'accès au financement. Le recours au Prêt Garanti par l'Etat (PGE), pour lequel plus de la moitié des PME/TPE consultées ont fait une demande, a pu contribuer à cette appréciation. Les PGE ont principalement financé les besoins en fonds de roulement et renforcé la position de liquidité des entreprises. Seule une minorité d'entreprises déclarent l'avoir d'ores et déjà entièrement mobilisé et la majorité d'entre elles envisage de le rembourser en totalité ou au moins partiellement dès 2021. 3 % des dirigeants de PME/TPE jugent leurs difficultés de trésorerie insurmontables dans le contexte actuel, soit 6 points de moins qu'en avril. Ils sont 4 % à envisager la liquidation de leur entreprise et 4% le non remboursement du PGE.

Dégradation de la trésorerie et recul des prévisions d'investissement, moindres qu'au trimestre précédent :

Trésorerie : La trésorerie des PME/TPE s'était fortement détériorée au printemps. Ce mouvement s'est poursuivi lors des trois derniers mois mais de manière moins marquée. Malgré cette dégradation, les responsables de PME/TPE jugent toutefois dans l'absolu leur situation de trésorerie plus favorablement que lors du trimestre précédent. Ils redoutent dans leur majorité une nouvelle dégradation de leur trésorerie lors des trois prochains mois.

Investissement : Les intentions d'investissement des PME/TPE se sont fortement affaiblies en un an. Ce ne sont plus que 48 % des dirigeants de PME/TPE qui comptent investir cette année contre 57 % un an plus tôt. 45 % des dirigeants

anticipent une baisse de leurs dépenses d'investissement cette année. Cette proportion est toutefois bien moindre qu'au trimestre précédent quand ils étaient 60 % à anticiper les réduire. 16 % d'entre eux anticipent une augmentation de leurs investissements cette année (9 % en avril). Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent le principal motif de ces dépenses et la part des investissements consacrés à l'extension des capacités recule.

Accès au crédit : Les conditions d'accès au crédit restent aisées en particulier en ce qui concerne le financement de l'exploitation courante pour lequel 14 % des dirigeants de PME/TPE déclarent rencontrer des difficultés d'accès. Il s'agit de la proportion la plus faible depuis le lancement de notre enquête. 17% des entreprises ont pour leur part rencontré des difficultés pour financer leurs investissements, une proportion en légère hausse sur un an.

Freins à la croissance : Les contraintes de demande ont relégué au second plan les difficultés de recrutement en tant que principal frein à la croissance des PME/TPE. 60% des dirigeants citent les perspectives de demande dégradées comme un frein. Cette proportion était de 66 % au trimestre précédent. La concurrence pèserait un peu plus fortement sur la croissance ce trimestre par rapport au précédent. Le niveau des fonds propres est perçu comme un frein à l'activité dans le cas de 15 % des chefs d'entreprise.

Focus trimestriel « L'impact de la crise du Covid-19 sur les PME/TPE » :

Les chefs d'entreprise sont un peu moins inquiets quant à l'impact de cette crise sur leur chiffre d'affaires qu'en avril dernier. Si 83 % des dirigeants anticipent un impact négatif de la crise sur leur activité (91 % en avril), 49 % envisagent désormais un retour rapide de leur activité à la normale, une proportion en nette hausse depuis avril (+14 points), bien que toujours sans rattrapage des pertes pour une large majorité d'entre eux. 55 % estiment désormais disposer de la trésorerie nécessaire pour surmonter la crise (ils n'étaient que 30 % dans ce cas en avril). 3 % jugent cependant leurs difficultés de trésorerie insurmontables (en baisse de 6 points depuis l'enquête réalisée en avril dernier) et 4 % envisagent de liquider leur entreprise, une proportion un peu plus élevée qu'en avril dernier (2%).

La proportion d'entreprises qui déclarent avoir maintenu les projets d'investissement ou d'embauches qu'elles avaient avant la crise ressort respectivement à 45 et 58 %. Cette proportion a progressé de 18 et 27 points respectivement par rapport à la précédente enquête réalisée en avril dernier. La proportion des entreprises ayant annulé des projets d'investissement et d'embauches a sensiblement diminué depuis avril (-11 et -17 points) pour s'inscrire à 17 et 13 % respectivement.

Seule une minorité (13%) de PME/TPE ayant obtenu un PGE déclare aujourd'hui l'avoir entièrement ou quasi entièrement mobilisé. Par ailleurs, 19 % de celles qui ont obtenu ce prêt pensent le rembourser intégralement dès 2021 et 36 % au moins partiellement dès cet horizon. Elles sont 41 % à envisager amortir la totalité du prêt sur plusieurs années et 4 % redoutent de ne pas être en mesure de le rembourser. Plus des deux tiers des PME/TPE bénéficiaires d'un PGE seraient favorables à la transformation de ces prêts en quasi-fonds propres.

30 % des dirigeants se déclarent prêts à ouvrir le capital de leur entreprise pour financer son développement ou la transmettre. Ils le feraient de manière privilégiée avec l'arrivée d'un nouvel associé.

Conditions de réalisation de l'enquête :

Afin de mieux connaître la situation des TPE et PME en matière de trésorerie, de projets d'investissement et d'accès au crédit, Bpifrance Le Lab et Rexecode ont noué un partenariat qui se décline dans un sondage trimestriel conduit auprès des chefs d'entreprise.

Cette neuvième édition publique du Baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode, dédié à la Trésorerie, l'Investissement et la Croissance des TPE et PME, a été réalisée entre le 31 août et le 9 septembre 2020, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de près de 1 833 PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les réponses de 645 PME ont été traitées dans l'analyse récurrente et celles de 639 PME ont été traitées et redressées par taille d'effectif et secteur d'activité dans l'interrogation thématique.

Le questionnaire comportait 10 questions autour des 3 axes : Trésorerie, délais de paiement, financement court terme/Investissement, financement de l'investissement/Freins à la croissance. Il était complété par une interrogation thématique portant sur l'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME/TPE.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : bpifrance-lelab.fr et sur rexecode.fr

Contact presse :

Bpifrance

Nathalie Police

Tél. : 01 41 79 95 26

nathalie.police@bpifrance.fr

Rexecode Vae Solis Communications

Camille Formentini

Tél : 01 53 92 80 00

camille.formentini@vae-solis.com

À propos de Bpifrance Le Lab :

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab – @bpifrance – @BpifrancePresse – www.bpifrance-lelab.fr – www.bpifrance.fr

A propos de Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique.

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode. L'équipe de Rexecode assure une double mission. (1) Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales. (2) Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode - 29, avenue Hoche, 75008 Paris – Tél. : +33 (0)1 89 20 89 - www.rexecode.fr